

# pour la defense de l'hopital public

Journal  
L'Echo  
4/3/12

**O**n a beau se la souhaiter, la santé trinque. Sous couvert de crise et de logique budgétaire, l'hôpital public subit depuis trente ans de plein fouet les réformes gouvernementales successives. Toutes s'inscrivent dans une même lignée : faire de l'hôpital une entreprise comme les autres, ne plus soigner mais vendre des soins. Une normalisation entrepreneuriale de la mission de service public contre laquelle la CGT a décidé de lutter. Le syndicat appelle ainsi mardi à une grande mobilisation nationale. A Bergerac, le rendez-vous est donné à 13 h devant l'hôpital Samuel Pozzi. Déjà diverses organisations et associations locales ont fait savoir leur participation à cette action.

## « On ne veut pas d'une médecine à deux vitesses »

CERADER 24

C'est le cas notamment du collectif de défense des victimes de l'amiante, le Cerader 24. L'association alertait dès 2009 des menaces de fermeture qui pesait sur le service pneumologie de l'hôpital. Elles sont devenues réalité aujourd'hui. « *Le Bergeracois est le territoire le plus touché au département par les maladies pneumologiques* », déplore René Vincent, le président du collectif, « *malgré cela, l'hôpital n'a plus de pneumologue. Dans quel but avoir investi trente-quatre millions d'euros pour un nouveau plateau technique si c'est pour en faire*



L'union locale Cgt appelle au rassemblement mardi devant l'hôpital Samuel Pozzi

*une coquille vide sans les personnels qui vont avec ?* ». Le Cerader condamne une disparition programmée de l'accès aux soins gratuits et de proximité. « *La politique de santé se limite désormais à des opérations financières qui se traduisent par des aberrations sociales* », poursuit Daniel Pommeyrol, le secrétaire de l'association, « *les patients qui ont besoin de soins, et ceux qui le peuvent, doivent aujourd'hui soit faire des kilomètres, soit se tourner vers le privé et payer des dépassements d'honoraires. On tend vers une médecine à deux vitesses, c'est donc aux côtés de l'Union locale*

et des retraités CGT du Bergeracois, ainsi que des personnels de l'hôpital qui débrayeront dès 13 h pour dénoncer les répercussions de cette politique sur leurs conditions de travail. Ils seront rejoints ce mardi par les salariés CGT de la Fondation John Bost qui ont également déposé un préavis de grève. Plus tôt dans la matinée, à 11 h 30, ces derniers se rassembleront devant la sous-préfecture de Bergerac, pour la défense de leurs salaires bloqués depuis plus de six ans, mais aussi la dégradation de leur quotidien dans la structure. « *La Fondation a toujours ce projet de développement sur Bordeaux* », poursuit Edith Lamotte, déléguée

syndicale de John Bost, « *pour notre site de La Force, c'est une perte annoncée de deux-cent cinquante emplois à l'horizon 2021* ». Et parce que la casse du service public de santé concerne l'ensemble des secteurs du service public, de nombreux autres agents et usagers rejoindront le mouvement. C'est notamment le cas des personnels des écoles de Bergerac où enseigner, garder et restaurer pourraient être perturbés (enseignements sur bergerac.fr). Rendez-vous ce mardi dès 13 h et jusqu'à 15 h devant l'entrée de l'hôpital de Bergerac pour défendre la mission des services publics aux seuls besoins de la population.